

**LE PRÉSIDENT DU FASO,
CHEF DE L'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

*Visa CFN° 01078
du 06/11/2024
Quinsang*

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la Charte de la Transition du 14 octobre 2022 et son modificatif du 25 mai 2024 ;
- Vu** le décret n°2022-0924/PRES-TRANS du 21 octobre 2022 portant nomination du Premier Ministre et son rectificatif le décret n°2023-0017/PRES-TRANS du 12 janvier 2023 ;
- Vu** le décret n° 2024-0908/PRES/PM du 1^{er} août 2024 portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2024-1022/PRES/PM du 02 septembre 2024 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu** la loi n°010/98/AN du 21 avril 1998 portant modalités d'intervention de l'État et répartition de compétences entre l'État et les autres acteurs du développement ;
- Vu** la loi n°019-2024/ALT du 02 août 2024 portant création, attributions et organisation du Bureau national des grands projets du Burkina ;
- Vu** la loi n°020-2024/ALT du 02 août 2024 portant modification de la loi n°032-2021/AN du 25 juin 2021 portant cadre juridique et institutionnel du partenariat public-privé au Burkina Faso ;
- Vu** le décret n°2023-1533/PRES-TRANS du 09 novembre 2023 portant organisation de la Présidence du Faso ;
- Le** Conseil des ministres entendu en sa séance du 16 octobre 2024 ;

DÉCRÈTE

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : En application des dispositions de l'article 12 de la loi n°019-2024/ALT du 02 août 2024 portant création, attributions et organisation du Bureau national des grands projets du Burkina et de l'article 8 de la loi n°020-2024/ALT du 02 août 2024 portant modification de la loi n°032-2021/AN du 25 juin 2021 portant cadre juridique et institutionnel du partenariat public-privé au Burkina Faso, le présent décret porte composition, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil présidentiel d'orientation et de suivi en abrégé « CPOS ».

CHAPITRE II : COMPOSITION, ATTRIBUTIONS ET ORGANISATION

Article 2 : Le CPOS est l'organe d'orientation et de décision du Bureau national des grands projets du Burkina.

Article 3 : Le Président du Faso assure la présidence du CPOS.

Article 4 : La vice-présidence du CPOS est assurée par le Premier ministre.

Article 5 : Le CPOS comprend les instances suivantes :

- l'Assemblée générale ;
- la Commission de partenariat public-privé.

Section 1 : De l'Assemblée générale

Article 6 : L'Assemblée générale est l'instance chargée de délibérer sur le fonctionnement et la gestion de la Commission de partenariat public-privé et de la Direction Exécutive du Bureau national des grands projets du Burkina.

A ce titre, elle est chargée :

- d'adopter les programmes annuels d'activités et la planification opérationnelle soumis par le Directeur Exécutif du Bureau national des grands projets du Burkina ;
- d'examiner et d'approuver les rapports de suivi-évaluation et d'exécution technique, administrative et financière du programme d'activités soumis par le Directeur Exécutif du Bureau national des grands projets du Burkina ;
- de commanditer des audits de la Direction Exécutive du Bureau national des grands projets du Burkina ;
- de prendre toutes mesures nécessaires à la bonne gouvernance dans l'exécution des activités de la Direction Exécutive du Bureau national des grands projets du Burkina ;
- d'approuver la signature des contrats en partenariat public-privé analysés, présentés et soumis par la Direction Exécutive du Bureau national des grands projets du Burkina ;
- de contrôler le suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées par la Commission de partenariats public-privé.

Article 7 : L'Assemblée générale est composée de membres permanents et de membres non permanents.

Article 8 : Sont membres permanents :

- le Président du Faso ;
- le Premier Ministre ;
- deux Officiers des Forces armées nationales nommés par décret du Président du Faso ;
- le Ministre chargé des Finances ;
- le Ministre chargé des Collectivités territoriales ;
- trois Conseillers spéciaux du Président du Faso, nommés par décret du Président du Faso ;
- le Secrétaire général de la Présidence du Faso ;
- le Directeur Exécutif du Bureau national des grands projets du Burkina.

Article 9 : Sont membres non permanents :

- tout ministre concerné par les dossiers de projets de partenariat public-privé « en abrégé PPP » soumis pour examen ;
- toute personne ressource au regard de son expérience et de son expertise.

Section 2 : De la Commission de partenariat public-privé

Article 10 : La Commission de partenariat public-privé est un organe de pilotage et de promotion des partenariats public-privé au Burkina Faso.

A ce titre, la Commission de partenariat public-privé est chargée de :

- valider le programme de partenariat public-privé soumis par la Direction Exécutive du Bureau national des grands projets du Burkina ;
- veiller au suivi et à l'évaluation du Programme de partenariat public-privé ;
- formuler les recommandations nécessaires au développement du partenariat public-privé au Burkina Faso ;
- faire toutes autres propositions de promotion des partenariats public-privé à l'Assemblée générale.

Article 11: La Commission de partenariat public-privé est composée comme suit :

Président : le Premier Ministre ;

Vice-président : le Directeur de Cabinet du Président du Faso ;

Rapporteur : le Directeur Exécutif du Bureau national des grands projets du Burkina Faso ;

Membres :

- le Ministre chargé des Finances ;
- le Ministre chargé de l'Environnement ;
- le Ministre chargé du Commerce ;
- le Ministre chargé du Travail ;
- le Ministre chargé des Collectivités territoriales ;
- le Ministre chargé des Infrastructures ;
- le Ministre chargé de l'Energie et des Mines ;
- le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- le Ministre chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme ;
- Un Officier des Forces armées nationales nommé par décret du Président du Faso.

Article 12: Les Ministres porteurs de projets à réaliser en Partenariats Public-Privé peuvent être conviés aux sessions de la Commission de partenariat public-privé.

Article 13 : Le Président de la Commission de partenariat public-privé peut faire appel à toute personne dont il estime la présence nécessaire. Celle-ci a voix consultative.

CHAPITRE III : FONCTIONNEMENT

Section 1 : De l'Assemblée générale

Article 14 : L'Assemblée générale se réunit une fois par semestre en session ordinaire.

Article 15 : La convocation aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale a lieu une semaine au moins avant la date prévue.

La lettre de convocation à chaque session doit indiquer l'ordre du jour, le lieu et le chronogramme du déroulement de la session.

Article 16: L'Assemblée générale peut aussi se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin.

Article 17: Le Secrétariat de l'Assemblée générale est assuré par le Directeur Exécutif du Bureau national des grands projets du Burkina.

A ce titre, il est chargé :

- de soumettre les programmes annuels d'activités et la planification opérationnelle pour validation ;
- de soumettre les rapports de suivi-évaluation pour examen et appréciation ;
- de soumettre les contrats de partenariat public-privé pour approbation et autorisation de signature ;
- d'élaborer le programme d'activités et le budget de fonctionnement de la Commission de partenariats public - privé ;
- de préparer les sessions de l'Assemblée générale ;
- de rédiger le compte rendu des sessions de l'Assemblée générale ;
- d'élaborer et de présenter à l'Assemblée générale la situation d'exécution du programme d'activités, le plan stratégique de développement du Bureau national des grands projets du Burkina et son niveau d'exécution ;
- de présenter, avec les Coordonnateurs nationaux, les rapports d'exécution des différentes Initiatives présidentielles ;
- de suivre la mise en œuvre des recommandations de l'Assemblée générale.

Article 18: L'Assemblée générale peut, au besoin, créer des structures rattachées au Bureau national des grands projets du Burkina.

Article 19 : La création des structures rattachées se fait par décret du Président du Faso, sur proposition du Directeur Exécutif du Bureau national des grands projets du Burkina.

Section 2 : De la Commission de partenariat public-privé

Article 20 : La Commission de partenariat public-privé se réunit en session ordinaire une fois par semestre.

Article 21 : La première session ordinaire est consacrée à l'examen de la mise en œuvre du Programme de partenariat public-privé.

La deuxième session ordinaire est consacrée à l'examen et à la validation du programme de partenariat public-privé. A cette occasion, la Commission de partenariat public-privé adopte le rapport d'activités de l'année N-1 et le programme d'activités de l'année N.

Article 22 : Les sessions ordinaires se tiennent au plus tard le mois suivant la fin du semestre concerné.

Article 23 : La Commission de partenariat public-privé peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin.

Article 24 : La Commission de partenariat public-privé se réunit sur convocation de son Président.

La lettre de convocation à chaque session doit indiquer l'ordre du jour, le lieu et le chronogramme du déroulement de la session.

Les lettres de convocation doivent parvenir aux participants au moins sept jours avant la date de début de la session pour les sessions ordinaires.

Article 25 : Le Directeur Exécutif du Bureau national des grands projets du Burkina assure le secrétariat de la Commission de partenariat public-privé.

A cet effet, il est chargé :

- d'élaborer le programme d'activités et le budget de fonctionnement de la commission de partenariat public-privé ;
- d'élaborer le projet de programme de partenariat public-privé ;
- de préparer les sessions de la Commission de partenariat public-privé ;
- de rédiger le compte rendu des sessions de la Commission de partenariat public-privé ;
- d'élaborer et de présenter à la Commission de partenariat public-privé le point de la situation d'exécution du programme de partenariat public-privé ;
- de proposer à l'examen de la Commission de partenariat public-privé des actions d'amélioration et de développement du partenariat public-privé au Burkina Faso ;
- de suivre la mise en œuvre des recommandations de la Commission de partenariat public-privé ;

- de rédiger les rapports d'activités de la Commission de partenariat public-privé ;
- de rediger les comptes rendus des sessions de la Commission de partenariat public-privé ;
- d'exécuter toute autre mission qui lui est confiée par la Commission de partenariat public-privé.

Article 26 : Sur la base du projet de programme de partenariat public-privé validé, le Directeur Exécutif du Bureau national des grands projets du Burkina soumet à l'Assemblée générale un rapport relatif au projet de décret portant adoption du programme de partenariat public-privé.

CHAPITRE IV : DISPOSITION FINALE

Article 27 : Le Ministre de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Article 28 : Le présent décret sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 06 novembre 2024



Capitaine Ibrahim TRAORE

Le Premier Ministre

Apollinaire Joachimson KYÉLEM de TAMBELA

Le Ministre de l'Économie et des
Finances

Aboubakar NACANABO